

## Du sexe pour survivre

IRIN News - 29/08/12



Photo: [Guy Oliver/IRIN](#)

L'aggravation de la pauvreté a incité davantage de femmes malgaches à se tourner vers l'industrie du sexe

ANTANANARIVO, 29 août 2012 (IRIN) - Dans la ville portuaire de Toamasina, à Madagascar, environ un résident sur sept travaille dans l'industrie du sexe.

Entre 1993 et 2012, soit en l'espace de moins de 20 ans, le nombre de travailleurs du sexe enregistrés dans la ville – qui compte environ 200 000 habitants – est passé de 17 000 à 29 000. L'augmentation s'explique par l'aggravation de la pauvreté ainsi que par la proximité de la ville avec la nouvelle mine de nickel d'Ambatovy.

La construction de la mine et les récentes améliorations apportées au port ont entraîné un afflux de milliers de travailleurs étrangers. Les investissements, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, ont également donné lieu à une augmentation du coût de la vie et à l'effondrement des activités commerciales traditionnelles comme la collecte et la vente de clous de girofle et de café, incitant de plus en plus de jeunes femmes à se tourner vers l'industrie du sexe.

« Les filles viennent de la campagne pour travailler comme bonnes. Puis, lorsqu'elles ont un problème avec leur employeur, d'autres filles originaires de la même région les initient à la prostitution », a dit à IRIN Germaine Razafindravao, présidente de FIVEMITO ('Fikambanaina Vehivavy Miavotena Toamasina' ou Women's Future), l'association des travailleurs du sexe locale.

L'augmentation du nombre de travailleurs du sexe à Toamasina s'inscrit dans une tendance nationale qu'on attribue à l'augmentation de la pauvreté observée depuis le début de la crise politique déclenchée en 2009 par l'éviction du président Marc Ravalomanana, qui avait été élu à deux reprises, par Andry Rajoelina, qui bénéficiait du soutien de l'armée. Selon les chiffres du gouvernement, plus des trois quarts de la population malgache vivent maintenant avec moins d'un dollar par jour, contre 68 pour cent avant la [crise](#).

### Un moyen de survivre

« La prostitution est devenue un phénomène normal à Madagascar [...]. Le sexe est désormais un produit, un moyen de survivre », a dit Ratsarazaka Solomandresy, qui est responsable des programmes jeunesse du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) à Madagascar.

La prostitution est légale à Madagascar, et, même si le taux de prévalence du [VIH/SIDA](#) est faible par rapport à d'autres pays du sud de l'Afrique – selon l'ONUSIDA, environ 0,2 pour cent des personnes âgées de 15 à 49 ans vivent avec le virus –, l'incidence des infections transmissibles sexuellement (ITS) comme la syphilis est bien au-delà des normes régionales. Selon les chiffres du gouvernement, 4 pour cent des femmes enceintes et 12 pour cent des travailleuses du sexe sont infectées par la syphilis.

Jusqu'à il y a six ans, la ville d'Antsohihy, la capitale de la région de Sofia, dans le nord, était isolée du reste du pays, mais, en 2006, la remise en état d'une route menant à la capitale, Antananarivo, a rouvert la région au commerce et à l'industrie du sexe.

On ignore le nombre de travailleurs du sexe qui exercent à Antsohihy, mais « on voit presque tous les jours de nouveaux visages aux arrêts d'autobus », a dit Mme Solomandresy.

Nadine, 15 ans, a abandonné l'école primaire en 2011 et quitté son village natal, Befandriana, environ 50 kilomètres plus loin, pour rejoindre sa sœur de 18 ans à Antsohihy. Les deux filles sont maintenant des travailleuses du sexe.

Nadine gagne 15 dollars par client et dit qu'elle ne retournerait pas à l'école même si on lui en offrait la possibilité. Elle pratique ce métier depuis plus d'un an et personne ne lui a encore dit qu'elle était trop jeune. « Je n'ai pas peur des policiers. Ce sont aussi mes clients », a-t-elle dit à IRIN.

### **Accès aux services et à la protection**

Au cours des dernières années, les gouvernements communaux ont créé un système de cartes d'identité afin de fournir aux travailleurs du sexe des soins de santé spécialisés et des protections légales.

Angela, une jeune femme de 30 ans qui vit à Antsohihy, s'est tournée vers la prostitution lorsque, après son divorce, elle a dû s'occuper toute seule de ses deux enfants. Elle a dit à IRIN qu'elle avait déposé une demande pour obtenir la carte d'identité. « J'ai une amie qui a déjà la carte. Elle a intenté un procès à un de ses clients qui avait refusé de la payer et l'avait frappée au visage. Elle a fini par toucher plus d'argent que ce qu'ils avaient convenu au départ. »

Les cartes sont seulement distribuées aux travailleurs du sexe de plus de 18 ans qui en font la demande. Si le système semble offrir une certaine protection aux prostituées d'Antsohihy, il s'est révélé inefficace à Toamasina. En effet, les organisations de défense des droits des travailleurs du sexe affirment que les policiers harcèlent les prostituées qui n'ont pas la carte. Les cartes avaient pourtant été conçues non pas comme un permis de travail, mais pour faciliter l'accès de cette population à certains avantages.

« Les policiers utilisaient le système pour abuser de leur pouvoir sur les travailleurs du sexe. S'ils trouvaient une prostituée qui n'avait pas sa carte d'identité, ils l'amenaient au commissariat et la maltrahaient. Nous avons donc remplacé les cartes officielles par des livres rouges non officiels », a dit à IRIN Mme Razafindravao, de FIVEMITO.

Les livres rouges permettent aux travailleurs du sexe d'avoir accès à une clinique judiciaire dans la ville voisine de Mahambo, qui est aussi une destination touristique. « Il arrive souvent que des hommes viennent à Toamasina et ramènent une fille à Mahambo. Une fois là-bas, ils voient une fille qu'ils préfèrent et abandonnent la première dans la rue. Elle se retrouve sans argent et sans moyen de rentrer chez elle. Nous avons donc dû créer un centre là-bas pour négocier avec les clients et venir en aide aux filles. »

L'association a également mis sur pied des groupes de discussion avec les policiers afin de dissiper les préjugés. « Nous leur disons que ces femmes exercent un métier, comme eux », a dit Mme Razafindravao.

Tout comme les cartes d'enregistrement officielles, les livres rouges sont accordés aux travailleurs du sexe de plus de 18 ans seulement. La loi interdit aux mineures de se prostituer, mais cela n'empêche pas plusieurs d'entre elles de le faire.

Selon une étude réalisée en 2007 par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Toamasina et sur l'île de [Nosy Be](#), entre 30 et 50 pour cent des travailleuses du sexe auraient moins de 18 ans.

« Les employés du projet minier voisin viennent passer le week-end à Toamasina. Ils cherchent des jeunes filles, car elles sont prêtes à tout pour obtenir un peu d'argent, a dit à IRIN Mme Razafindravao. Un hôtel fréquenté par des prostituées mineures a été fermé par les autorités en 2011.

### **Aucune alternative**

FIVEMITO gérait auparavant un centre de formation professionnelle pour permettre aux travailleurs du sexe de quitter la rue, mais le centre a dû fermer ses portes à cause du manque de financement. « Nos cours de justice aidaient beaucoup. Les filles étudiaient et obtenaient un certificat qui leur permettait de travailler dans l'industrie du tourisme, comme serveuses ou comme réceptionnistes dans un hôtel. Et elles faisaient suffisamment d'argent avec le salaire et les pourboires qu'elles touchaient », a dit Mme Razafindravao.

L'association rend maintenant visite aux familles pour convaincre les parents d'empêcher leurs filles de se prostituer. « Je leur parle de toutes les conséquences que peuvent avoir les grossesses précoces et les ITS sur la

santé de leurs enfants. Mais le problème, c'est que je n'ai pas de solution. Je peux parler, mais il n'y a aucune alternative », a-t-elle ajouté.

Pour lutter contre les ITS et éviter une augmentation de la prévalence du VIH/SIDA dans le pays, l'UNFPA distribue des préservatifs et des conseils aux travailleuses du sexe, surtout dans les quartiers plus pauvres. « Ces femmes ne font presque pas d'argent et n'ont donc pas les moyens d'acheter des préservatifs », a dit Mme Solomandresy.

À Antsohihy, l'ONG locale Vilavila fait la promotion de l'usage du préservatif dans les bars fréquentés par les travailleurs du sexe. Cette campagne a notamment permis de sensibiliser Angela à la problématique.

« L'utilisation du préservatif fait maintenant partie du processus de négociation », a-t-elle dit à IRIN. « Lorsque le client refuse d'en mettre un, j'emploie le préservatif féminin, car je ne veux pas retomber enceinte. »

Source : <http://www.irinnews.org/fr/Report/96195/MADAGASCAR-Du-sexe-pour-survivre>